



DROIT SOCIAL

n° 10 - Octobre 2016

TRIBUNE

Le Conseil d'État et le licenciement du salarié protégé inapte : l'art de la contorsion
Christophe RADÉ

785

DOSSIER

Compte personnel d'activité

Dossier coordonné par Nicole MAGGI-GERMAIN

Le compte personnel d'activité – Avant-propos
Nicole MAGGI-GERMAIN

788

Le compte personnel d'activité : de l'utopie au concret
Selma MAHFOUZ

789

Le compte personnel d'activité à la croisée des chemins
Nicole MAGGI-GERMAIN

792

La difficile naissance du compte personnel d'activité
Jean-Marie LUTTRINGER

800

Les avatars de la notion de compte en droit du travail
Pascal CAILLAUD

806

Le compte personnel d'activité : être et avoir
Christophe WILLMANN

812

À propos du compte personnel d'activité : la sécurisation des parcours professionnels
n'attache pas les droits à la personne

Mael DIF-PRADALIER, Jean-Pascal HIGELÉ et Claire VIVÉS

823

Sécurisation des transitions professionnelles et compte personnel d'activité :
remettre la charrue derrière les bœufs

Bernard GAZIER

829

Le Compte personnel d'activité, annonciateur de la réforme de notre système de protection sociale ?
Jean-Pierre LABORDE

834

Comment donner corps à la sécurité professionnelle ?
Jean-Louis DAYAN

840

ÉTUDES

Sécurité sociale

Les nouvelles règles relatives aux contrôles de l'Urssaf :
renforcement des droits des cotisants ou des organismes ?

François TAQUET

848

ACTUALITÉS

Quand l'auto-entreprise sert de masque au salarié
Jean MOULY

859

Les conséquences de l'annulation de l'élection des membres du comité d'entreprise
Franck PETIT

871

Sommaire

Tribune

Le Conseil d'État et le licenciement du salarié protégé inapte : l'art de la contorsion

Christophe RADÉ

Dossier

788 Compte personnel d'activité

- 788 Le compte personnel d'activité – Avant-propos
Nicole MAGGI-GERMAIN
- 789 Le compte personnel d'activité : de l'utopie au concret
Selma MAHFOUZ
- 792 Le compte personnel d'activité à la croisée des chemins
Nicole MAGGI-GERMAIN
- 800 La difficile naissance du compte personnel d'activité
Jean-Marie LUTTRINGER
- 806 Les avatars de la notion de compte en droit du travail
Pascal CAILLAUD
- 812 Le compte personnel d'activité : être et avoir
Christophe WILLMANN
- 823 À propos du compte personnel d'activité : la sécurisation des parcours professionnels n'attache pas les droits à la personne
Maël DIF-PRADALIER, Jean-Pascal HIGELÉ et Claire VIVES
- 829 Sécurisation des transitions professionnelles et compte personnel d'activité : remettre la charrue derrière les boeufs
Bernard GAZIER
- 834 Le Compte personnel d'activité, annonciateur de la réforme de notre système de protection sociale ?
Jean-Pierre LABORDE
- 840 Comment donner corps à la sécurité professionnelle ?
Jean-Louis DAYAN

Études

Sécurité sociale

- 848 Les nouvelles règles relatives aux contrôles de l'Urssaf : renforcement des droits des cotisants ou des organismes ?
François TAQUET

Index

Actualités

Sources

- 854 La priorité d'emploi des dockers soumise au droit AELE de la concurrence (Cour de justice AELE/EFTA, 12 avr. 2016)
Patrick CHAUMETTE

Contrat de travail

- 859 Quand l'auto-entreprise sert de masque au salariat (Civ. 2^e, 7, juill. 2016)
Jean MOULY
- 862 Annulation de l'autorisation administrative de licenciement d'un salarié protégé en raison des liens avec les fonctions représentatives : le principe de séparation des pouvoirs s'oppose au contrôle de la cause réelle et sérieuse par le juge judiciaire (Soc. 30 juin 2016)
Jean MOULY
- 864 La constitutionnalité du plancher de six mois de salaires de l'article L. 1235-3, alinéa 2, du code du travail à l'épreuve du principe d'égalité (Soc. 13 juill. 2016)
Jean MOULY
- 867 Le formalisme du CDD ne s'applique pas à la promesse d'embauche : encore la distinction de la promesse et du contrat de travail (Soc. 6 juill. 2016)
Jean MOULY

Droit disciplinaire

- 869 Du caractère substantiel des dispositions garantissant le principe d'impartialité dans la procédure disciplinaire (Soc. 30 juin 2016)
Jean MOULY

Institutions représentatives du personnel

- 871 Les conséquences de l'annulation de l'élection des membres du comité d'entreprise (Soc. 11 mai 2016)
Franck PETIT
- 872 Comité d'entreprise, activités sociales et culturelles À l'exception des secours, les avantages servis par un comité d'entreprise sont soumis à cotisations et contributions sociales (Civ. 2^e, 16 juin 2016)
Daniel BOULMIER

CONTRAT DE TRAVAIL

- 859 Lien de subordination ■ Présomption de non-salariat ■ Preuve contraire ■ Lien de subordination juridique permanente ■ Auto-entreprise
- 864 Licenciement ■ Absence de cause réelle et sérieuse ■ Indemnité de licenciement ■ Indemnisation minimale ■ QPC ■ Principe d'égalité ■ Changement de circonstances ■ Caractère sérieux
- 867 Contrat de travail à durée déterminée ■ Promesse d'embauche ■ Mentions légales obligatoires ■ Indemnité de requalification

DISCIPLINE

- 869 Procédure disciplinaire ■ Rétrogradation ■ Assistance du salarié ■ Commission ■ Membre ■ Cumul des fonctions ■ Principe d'impartialité ■ Caractère substantiel

DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ

- 854 Norvège ■ Convention collective nationale ■ Champ d'application ■ Société danoise ■ Etablissement en Norvège ■ Clause de priorité d'emploi ■ Bureau de gestion de la main-d'œuvre portuaire ■ Personnel de l'entreprise

INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL

- 872 Comité d'entreprise ■ Attribution ■ Activité sociale et culturelle ■ Avantage en argent ■ Cotisation sociale ■ Bourses d'études ■ Compte dotal ■ Versement aux enfants des salariés

LICENCIEMENT

- 785 Salarié protégé ■ Autorisation administrative de licenciement ■ Aptitude à l'emploi ■ Inaptitude physique ■ Harcèlement moral
- 862 Salarié protégé ■ Délégué du personnel ■ Autorisation administrative de licenciement ■ Annulation ■ Licenciement sans cause réelle et sérieuse ■ Séparation des pouvoirs ■ Lien avec les fonctions représentatives

SÉCURITÉ SOCIALE

- 848 Cotisation sociale ■ URSSAF ■ Procédure de contrôle ■ Garantie de procédure ■ Droits des cotisants ■ Droits des organismes ■ Décret n° 2016-941 du 8 juillet 2016

SYNDICAT PROFESSIONNEL

- 871 Représentativité syndicale ■ Cycle électoral ■ Désignation ■ Délégué syndical ■ Représentant syndical au comité d'entreprise

TRAVAIL

- 788 | Code du travail ■ Réforme ■ Compte personnel d'activité
840